



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le **112** est le numéro unique d'appel

Présidence irlandaise Le site <http://www.eu2013.ie/fr/>

Banques en difficulté. Un accord trouvé. D'un côté, la France et le Royaume-Uni cherchaient une forme de flexibilité. De l'autre, l'Allemagne et les Pays-Bas souhaitaient rassurer les investisseurs, en proposant une démarche unique et sûre. **Le compromis obtenu hier satisfait** les deux parties.

L'Union européenne comptera donc **un Etat de plus** au premier juillet, **la Croatie**, et ce, à un moment où **l'UE ne représente pas précisément le graal** le plus séduisant pour ses voisins -- l'Islande vient d'annoncer le gel de sa demande d'adhésion mais il y a encore des pays pour lesquels l'appartenance à l'Union européenne représente un objectif, même si nous sommes loin de l'euphorie qui avait marqué le "big bang" de 2004 et **même si les Pays-Bas de leur côté, veulent moins d'Europe et presque partout.**

PAC. Les institutions la veulent plus verte et plus équitable elle viendra en application dès 2014.

Psychodrame franco-belge. Paris et la Commission en la personne de son président seraient-ils en froid. L'échange de petites phrases tend à le penser et fait monter la pression.

Italie. Les craintes. La condamnation de Berlusconi risque de perturber le gouvernement d'union gauche-droite d'Enrico Letta, et par ricochet le remise sur pied de la péninsule. **JPV**

INSTITUTIONS

La Croatie va rejoindre l'Union européenne au 1^{er} juillet.

La Croatie va devenir plus européenne dès ce 1er juillet en intégrant l'Union, qui comptera donc **28 Etats membres**. Un parcours long de dix ans vers l'adhésion et émaillé de nombreux obstacles. Et tous les problèmes ne sont pas réglés...

Petit Etat de 4,2 millions d'habitants, la Croatie est un pays des Balkans. Une des républiques de la Fédération yougoslave depuis 1945, elle proclame son

26.02.2014

indépendance en 1991, ce qui déclenche une guerre avec les Serbes de Croatie, soutenus par Belgrade. 20 000 personnes perdront la vie en quatre ans de conflit.

La **Croatie demande son adhésion à l'Union en 2003**. Les négociations démarrent réellement en 2005 pour s'achever en 2011.

Symboliquement, dimanche à minuit (22H00 GMT), les inscriptions "douanes" seront enlevées d'un poste-frontière avec la Slovénie, la seule autre ex-république yougoslave qui a rejoint l'UE, en 2004.

L'enseigne "UE" sera quant à elle installée à la frontière avec la Serbie, une autre ex-république yougoslave qui espère prochainement ouvrir ses négociations d'adhésion à l'UE.

Selon un récent sondage, **un Croate sur sept seulement, souhaite des concerts et des feux d'artifices pour célébrer l'adhésion à l'UE**. Elle bénéficiera pourtant de **13,7 milliards d'euros d'aide de l'UE** alors que l'enveloppe n'est que de 6 milliards d'euros pour la lutte contre le chômage des jeunes dans toute l'UE

Sommet européen.

La Lutte contre le Chômage de jeunes, le financement de l'Economie, l'Avancement de l'union bancaire et des recommandations par paie dans Le cadre du semestre européen figurent à l'ordre du jour officiel, mais les divergences sur le budget de de L'UE et la PAC s'ajouteront au programme du Conseil européen de ce mois de juin.

Dès ce jeudi. Accord politique sur le budget européen pour la période 2014-2020

Les présidents des trois institutions européennes (Conseil qui représente les Etats, Commission et Parlement) ont annoncé jeudi matin être parvenus à un accord politique sur le budget pour la période 2014-2020.

Cet accord doit encore être approuvé par une majorité qualifiée des 754 députés du Parlement européen, a averti son président Martin Schulz.

Quelques chiffres. La proposition est en baisse de 6 % par rapport au budget 2013, avec 142,01 milliards en engagements (1,05 % du PNB de l'UE) et 135,9 milliards pour les paiements (1,01 %).

Le budget 2014 est le premier du cadre financier pluriannuel 2014-2020 adopté par les dirigeants de l'UE en mars, dotée de 960 milliards d'euros en crédits d'engagements et de 913 milliards pour les paiements

Petites disputes et petites phrases

Barroso et Montebourg se renvoient la balle

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a dénoncé lundi les propos anti-européens de "certains responsables politiques".

26.02.2014

La boucle est bouclée. **Bartolone quant à lui, trouve la manière d'agir de Barroso "insupportable" - interview au "Parisien-** "Pour le premier ministre, **la France n'a pas vocation à accepter servilement** ou systématiquement les orientations politiques de la Commission européenne, **et n'est pas le béni-oui-oui de l'Europe**

Voir revue de Presse

Thierry Repentin : « Nous ne sommes pas en crise avec Bruxelles »

Les attaques françaises à l'égard de la Commission européenne ne sont que **« l'écume des vagues »**, relativise le ministre des Affaires européennes, à la veille du sommet européen où les Vingt-Sept pourraient redoubler d'efforts sur la croissance.

A mon sens, **ces discussions n'auront pas beaucoup de répercussions.** J'ai récemment vu plusieurs commissaires européens, nos relations ne sont absolument pas altérées.

La mise au point de Barroso.

Le conflit entre la Commission européenne et la France "est complètement artificiel", assure José Manuel Barroso dans une interview aux *Echos*.

Alors que les dirigeants européens se retrouvent à Bruxelles pour un Conseil européen, le président de la Commission assure que ses *"déclarations ont été délibérément déformées"*, et qu'il est *"favorable à l'exception culturelle, un concept sacré"*.

Interrogé sur les recommandations faites à la France en matière d'économie, José Manuel Barroso rappelle que *"si la France a un écart trop grand avec l'Allemagne, nous avons un problème, nous tous en Europe."*

Sauvetage des banques : un accord trouvé

Au terme de plusieurs heures de négociation, les ministres européens des Finances sont parvenus à un compromis sur des règles européennes pour le renflouement ou la liquidation des banques en grande difficulté. **Les déposants disposant d'une épargne inférieure à 100 000 euros seront épargnés**, tandis que les autres seront mis à contribution en dernier recours, après les actionnaires, les "créanciers les moins bien assurés", et les détenteurs d'obligations "seniors". Pour Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, il s'agit d'un "changement majeur, car on passera de l'argent public, celui du contribuable, à celui du secteur financier lui-même"

COMMISSION/CONSEILS

Réforme de la PAC : les négociations finales ont commencé

Les ministres de l'Agriculture et les représentants du Parlement sont à Luxembourg pour dégager un compromis.

Il fallait redéfinir la position commune des gouvernements face au

26.02.2014

Parlement européen. Depuis la mise en place du Traité de Lisbonne en 2009, les élus sont co-législateurs sur la PAC.

Pour en savoir plus Les institutions européennes ont finalement réussi mercredi à s'entendre pour rendre la PAC plus verte et plus équitable, tout en laissant en suspens des questions liées au controversé budget pluriannuel de l'UE, a annoncé la présidence irlandaise de l'Union européenne.

- Une des mesures phares de la réforme concerne le **"verdissement" des subventions aux agriculteurs**, qui prévoit de lier l'allocation de 30% d'entre elles au respect de mesures écologiques telles que la diversification des cultures. Au terme de deux années de transition, **les agriculteurs récalcitrants pourront perdre jusqu'à 37,5% de leurs aides** en guise de sanction.

-L'enveloppe des aides, qui représente les trois quarts du budget agricole, sera par ailleurs mieux répartie entre agriculteurs d'un même pays ou d'une même région.

Actuellement, environ 80% des paiements directs sont alloués à 20% des exploitations, car plusieurs pays européens lient encore le montant des versements aux niveaux de production atteints au début des années 2000.

-Désormais, les Etats devront obligatoirement faire en sorte d'ici à 2019 **que les agriculteurs aidés reçoivent au minimum 60% du montant moyen de subvention à l'hectare.**

Mais pour les plus grosses exploitations, **la réduction de la subvention pourra être plafonnée à 30% sur la même période.** Les quotas sucriers seront supprimés dès 2017, tandis que pour le vin, un nouveau système de droits de plantation sera mis en place en 2016.

La réforme de la PAC devrait être mise en place graduellement dès 2014, mais le nouveau système de subventions ne sera pas déployé avant 2015, en raison du retard pris par les négociations sur le futur budget européen.

ETATS

Allemagne

Législatives. Des cadeaux fiscaux promis par Merkel

Le programme A trois mois des législatives allemandes, la chancelière Angela Merkel, champion de la rigueur budgétaire en Europe, a présenté un programme électoral dont les promesses se chiffrent en dizaines de milliards.

La famille d'abord. Hausse -non chiffrée- des **allocations familiales**, relèvement des **retraites des mères de famille**, nouveau mode de **calcul de l'impôt** sur le revenu qui devrait progressivement **favoriser les familles** avec des enfants. **Le salaire minimum**, ne serait plus un sujet tabou.

En cas de troisième mandat, Mme Merkel veut en outre **plafonner les hausses de loyers pour les nouveaux baux**, et lancer un vaste programme d'investissements dans les **infrastructures routières** dont le montant est évalué à 25 milliards d'euros.

Angela Merkel a également réaffirmé **son engagement envers l'euro** et **sa constance à l'égard de la Turquie**, renouvelant son opposition à une adhésion à l'Union européenne.

26.02.2014

France

François Hollande propose un équilibre économique à la Chine.

Le président de la République a appelé mardi le pays à **investir plus largement en France afin de rééquilibrer les investissements entre les deux pays et de favoriser l'emploi**, en recevant une quarantaine de grands patrons chinois. "Nous voulons attirer plus d'investissements chinois en France parce que nous voulons un rééquilibrage. Il y a beaucoup d'investissements français en Chine et nous n'avons rien à craindre (...) des investissements chinois en France à la condition qu'ils soient favorables à l'emploi et à l'activité"...

Hongrie

Détente à Strasbourg

L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a n'ouvrira pas de procédure de suivi contre la Hongrie au sujet des réformes constitutionnelles controversées du gouvernement de Viktor Orbán, rapporte *Népszabadság*.

Le 25 juin, après un débat passionné, l'ACPE a adopté par 135 voix contre 88 un amendement présenté par le Parti populaire européen (droite) décidant de **simplement suivre la situation en Hongrie et de dresser le bilan des progrès accomplis**.

Une telle procédure de suivi a pour but de vérifier si un pays respecte bien les principes fondamentaux du Conseil de l'Europe : droits de l'homme, démocratie et Etat de droit.

Italie

Berlusconi condamné, le gouvernement dans l'embarras

La sévérité des peines infligées à Silvio Berlusconi dans le procès du Rubygate risque de perturber l'action du gouvernement gauche-droite d'Enrico Letta, malgré l'absence de conséquences immédiates pour l'avenir politique du Cavaliere.

Pour *la Stampa*, le risque est que le gouvernement reste "comme suspendu en l'air (...) sans marge de manœuvre politique et sans la force nécessaire pour affronter la gravité" de la récession dans laquelle est plongé le pays.

Pays Bas

Les Pays-Bas ne veulent plus verser d'allocations familiales hors de l'Union européenne

Après avoir introduit en 2012 le principe de « résidence sur le territoire néerlandais » pour le calcul des droits sociaux, le gouvernement envisage de supprimer totalement les allocations familiales pour les ayants droit non-résidents dans l'Union européenne.

République tchèque

Vers un gouvernement de transition et de nouvelles élections."

Une semaine après la démission du Premier ministre Petr Nečas, le président tchèque **Milos Zeman** s'est dit prêt à tenir sa promesse de mettre fin au gouvernement de droite.

Le 25 juin, le président a nommé son conseiller **Jiří Rusnok** au poste de Premier ministre. Il sera chargé de former **un gouvernement intérimaire d'"experts"**.. La décision de Zeman va à l'encontre de ce qui était souhaité par quasiment l'ensemble des partis représentés au Parlement

26.02.2014

Les trois partis de la coalition gouvernementale ont toutefois déposé **les signatures de 101 députés** pour soutenir la formation d'un nouveau cabinet qui serait présidé par **Miroslava Němcová**

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

Turquie. l'UE relance les négociations, mais avec des réserves

L'Union européenne a décidé mardi de **relancer les négociations d'adhésion avec la Turquie**, un processus au point mort depuis plusieurs années, malgré les réticences de l'Allemagne après la répression des manifestations contre le gouvernement turc. L'ouverture effective d'un nouveau chapitre de ces négociations ne devrait cependant pas intervenir avant l'automne, et non mercredi comme prévu initialement. Le chapitre 22 prochainement ouvert concerne l'un des sujets les plus consensuels, la politique régionale. Il restera ensuite à aborder des chapitres jugés cruciaux portant sur la justice et les droits fondamentaux.

Le rapprochement de la Turquie avec l'Union est en question car **plusieurs pays de l'UE souhaitent mettre un frein aux négociations d'adhésion** après la brutale répression des manifestations en Turquie. Alors qu'Angela Merkel s'était exprimée en faveur de la poursuite des négociations d'adhésion, "notamment sur la question du Protocole d'Ankara" (qui prévoit l'application de l'union douanière UE-Turquie à Chypre), **les réticences de l'Allemagne soutenue par les Pays-Bas et l'Autriche pesaient dans la décision.**

Elections législatives en Albanie : un mort et trois blessés sous le regard de l'UE

Ces élections auront été un "test crucial" pour l'Union européenne. Au vu de ces incidents, l'espoir d'obtenir le statut de candidat à l'Union européenne s'amenuise de plus en plus pour l'Etat albanais.

Feu vert de l'UE à des négociations sur l'adhésion de la Serbie

Les négociations sur l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne pourraient s'ouvrir d'ici janvier prochain à la suite de l'amélioration des rapports entre Belgrade et le Kosovo, ont déclaré mardi les ministres des Affaires européennes de l'UE réunis à Luxembourg.

Ceux-ci se sont également prononcés pour le lancement de discussions avec Pristina sur un accord d'association, premier pas vers une éventuelle adhésion du Kosovo à l'Union.

ECONOMIE/FINANCE

Faillite des banques : l'UE rame pour trouver des règles communes

Les Européens ont échoué à trouver des règles communes pour renflouer ou fermer les banques dans l'UE. 18 heures de discussions n'ont pas suffi pour permettre aux 27 de "rapprocher suffisamment des points de vue encore très éloignés", lors de la réunion des ministres européens des Finances samedi, à Luxembourg

26.02.2014

Les 27 ont d'ores et déjà déterminé "qui devra mettre la main à la poche pour aider les établissements en difficulté : d'abord les **actionnaires**, puis les **créanciers** les moins bien assurés, puis le cas échéant les **détenteurs d'obligations** dits "seniors" et en dernier recours les **déposants**, au-delà de la somme de 100 000 euros"

Dernier problème, savoir **quel degré de flexibilité à donner à ce mécanisme**. En effet, la France et le Royaume-Uni veulent pouvoir adapter ce schéma selon les cas de figure.

L'euro se reprend un peu face au dollar mais la prudence reste de mise

L'euro avait été **mis sous pression mercredi par des propos du président de la Banque centrale européenne** Mario Draghi qui a assuré, à l'occasion d'une audition à Paris devant des commissions parlementaires, que la politique monétaire accommodante de la Banque centrale européenne se poursuivrait "aussi longtemps que nécessaire". Or, une telle politique tend à diluer la valeur de l'euro face aux autres grandes devises.

La veille, des commentaires de responsables de l'institution de Francfort allant dans le même sens avaient déjà nettement affaibli la monnaie européenne.

En outre, après plus de six heures de discussions, les ministres européens des Finances ont trouvé un compromis pour restructurer ou liquider les banques en difficultés tout en épargnant le plus possible les contribuables

SOCIAL/PRACTIQUE

Emploi et situation sociale dans l'Union européenne: Avantages de la formation en entreprise – Dernières tendances migratoires

Selon la dernière «Revue trimestrielle sur l'emploi et la situation sociale» de la Commission européenne, les contrats temporaires peuvent être pour les jeunes un bon moyen d'entrer dans la vie active, surtout si ces contrats vont de pair avec des études ou une formation, comme c'est souvent le cas en Allemagne et en Autriche. En revanche, quand des contrats courts sont imposés à de jeunes travailleurs intérimaires (comme en Espagne ou en Pologne), ces derniers risquent de se retrouver condamnés à des conditions de travail précaires. Alors que l'écart entre les taux de chômage des États membres ne cesse de grandir, les personnes désireuses de partir à l'étranger sont sensiblement plus nombreuses; or elles se heurtent encore à des difficultés pour ce faire. Par ailleurs, la Revue souligne l'importance de services de garderie de qualité pour réduire les inégalités dès la petite enfance.

Pour en savoir plus

http://europa.eu/rapid/press-release_IP-13-601_fr.htm

Des Roumains menacés de mort dans l'«esclavage salarial en Allemagne»

Des salaires humiliants, des conditions de travail inhumaines et du chantage dans un pays qui se déclare le leader de l'UE", écrit **Jurnalul Național** à propos des conditions de travail des Européens venus de l'Est en Allemagne, révélées par le quotidien de Munich **Süddeutsche Zeitung** et la télévision publique allemande **ARD**.

26.02.2014

Ces enquêtes ont dévoilé l'existence d'une organisation de type mafieux qui recrute des travailleurs en Roumanie pour le compte de sociétés allemandes, tout en leur confisquant leurs papiers et les menaçant de mort s'ils osent s'adresser à la justice pour obtenir le respect de leur contrat de travail.

En pleine campagne pour les élections législatives allemandes, "les Roumains deviennent l'ennemi public numéro un du système social et de la classe politique allemande...", déplore **Jurnalul Național**.

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

La Norvège devient Le plus grand fournisseur de gaz de l'UE

Comme les prix du gaz de la Russie sont restés liés aux prix du pétrole, et que la Norvège a quitté ce système d'indexation, les importations en provenance de Norvège ont augmenté de 12%, tandis que les importations en provenance de Gazprom ont chuté de 10%.

Et 2012 est devenue la première année où la Norvège a vendu plus de gaz à l'UE que la Russie,

Nabucco Ouest : l'Azerbaïdjan met fin au projet gazier

En faisant le choix ce mercredi du projet TAP (Trans Adriatic Pipeline), l'actionnaire azeri Socar, membre du consortium gazier Shah Deniz 2 (Socar, BP, Statoil et Total) a mis **un terme au projet européen "Nabucco Ouest"**. Le projet TAP, prévoyait de faire passer le gazoduc acheminant le gaz depuis la mer Caspienne par l'Albanie et la Grèce pour déboucher en Italie. Dès 2019 ou 2020, 10 milliards de mètres cubes de gaz devraient être acheminés chaque année

Projet énergétique phare de la Commission européenne, Nabucco devait libérer l'Union européenne de sa dépendance énergétique vis-à-vis du géant russe Gazprom, traversant l'Europe centrale de la Bulgarie à l'Autriche. Actuellement, les importations européennes de gaz sont de l'ordre de 300 milliards de mètres cubes par an. Le projet Nabucco aurait dû acheminer à terme 23 milliards de mètres cubes, soit 8% des besoins énergétiques européens

PRESSE EUROPEENNE

Adhésion de la Croatie

Kronen Zeitung Vienne

*Le quotidien s'intéresse à l'entrée de la Croatie dans l'UE : « **bienvenue à bord du Titanic !** » Le tabloïd, modérément enthousiaste, s'inquiète du taux de chômage important. « Vingt ans après les guerres de l'ex-Yougoslavie, les Balkans ne sont plus la sombre arrière-cour de l'Europe », sous-titre l'hebdomadaire Profil, pour qui les investissements de la communauté internationale dans la région ont porté leurs fruits. **Wiener Zeitung** s'intéresse au Croates d'Autriche (70 000 dont 20 000 habitent à Vienne).*

Les Pays-Bas veulent moins d'Europe presque partout

EUobserver.com, De Volkskrant

La coalition gouvernementale au pouvoir a déclaré dans un mémorandum public le 21 juin que "les Pays-Bas sont convaincus que le temps d'une "union sans cesse plus étroite" dans tous les domaines politiques possibles est derrière nous", selon EUobserver. Le site d'informations rapporte que ce mémo dit que "le slogan de l'Union devrait être "Européen, là où c'est nécessaire, national là où c'est possible".

JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr

8

Tel + fax : 00 43 1 879 65 29

26.02.2014

Il indique également qu'il y a un grand besoin d'UE dans des domaines capitaux comme la gouvernance économique, l'immigration ou la défense. Mais il précise qu'un examen des pouvoirs de l'UE effectué par le ministre des Affaires étrangères [néerlandais] Frans Timmermans montre un besoin équivalent d'une Union européenne plus modeste, plus sobre.

Le quotidien **De Volkskrant** accueille ce mémo gouvernemental avec scepticisme : Sur la liste du gouvernement, il y a la question du lait à l'école ou du fruit à l'école. C'est une bonne question. Parce que l'endoctrinement des enfants par la distribution de pommes gratuites est une attaque flagrante de la souveraineté de l'Etat, mais sans aucun rapport avec le débat essentiel sur l'Europe ou sur le rappel de ses domaines politiques de compétence. [...] Les pays membres de l'UE pourraient s'entendre sur le fait de rester en dehors des systèmes fiscaux les uns des autres mais s'ils donnent ensuite le pouvoir à Olli Rehn de faire des "recommandations politiques" contraignantes, [...] cela peut directement affecter leur système fiscal. [...] Le gouvernement a fait un cadeau à l'opinion publique, un os à ronger pour que les eurosceptiques restent calmes.

UNION BANCAIRE :L'Eurogroupe approuve un "sauvetage décaféiné" des banques

De Volkskrant, NRC Handelsblad, El Periódico de Catalunya

Les 20 et 21 juin, l'Eurogroupe s'est réuni à Luxembourg afin de mettre à plat les bases d'une union bancaire évoquée depuis l'été dernier afin de parer à une nouvelle crise de la dette. Tard dans la nuit du 20 juin, ils se sont mis d'accord sur le principe d'utilisation des fonds du Mécanisme européen de stabilité (MES) afin de recapitaliser les banques qui connaissent des problèmes de liquidité, écrit **De Volkskrant**.

<http://www.presseurop.eu/fr/content/news-brief/3903031-l-eurogroupe-approuve-un-sauvetage-decafeine-des-banques>

ALLEMAGNE : "300 euros pour chaque étudiant : Berlin envisage une nouvelle prime de bienvenue"

Berliner Morgenpost

Pour attirer plus d'étudiants, la ville de Berlin envisage de leur verser une somme entre 250 et 300 euros, rapporte le **Berliner Morgenpost**.

La capitale allemande, qui compte 180 000 habitants de moins qu'estimé selon le dernier recensement publié en mai, souhaite augmenter le nombre de ses résidents, mais aussi la somme qu'elle touche au titre de la péréquation financière entre les Länder.

En raison de la révision du chiffre de sa population, Berlin recevra 470 millions d'euros par an en moins à partir de 2014 et devra rembourser 940 millions pour 2012 et 2013 à l'Etat fédéral, explique le quotidien.

Barroso répond à Montebourg et moque les Français anti-européens

France 24

À la suite des propos d'Arnaud Montebourg, qui qualifiait José Manuel Barroso de "carburant de l'extrême droite", le président de la Commission européenne a vivement répliqué lundi en fustigeant le chauvinisme français.

26.02.2014

Il serait bon que certains responsables politiques comprennent que ce n'est pas en attaquant l'Europe et en essayant de faire de la Commission européenne le bouc émissaire de leurs difficultés qu'ils arriveront très loin", a déclaré M. Barroso lors d'un point-presse, affirmant que "certains souverainistes de gauche ont exactement le même discours que l'extrême droite".

Plus tôt dans la journée, la Commission européenne, via un communiqué lu par un porte-parole, avait dénoncé le "chauvinisme" français.

"Quand ils attaquent la mondialisation, les réformes économiques et l'Europe et ses institutions, les souverainistes de gauche et de droite ont le même agenda", affirmait le communiqué. "Il faudrait que certains responsables politiques français abandonnent certaines ambiguïtés vis-à-vis de l'Europe et la défendent davantage vis-à-vis du nationalisme, du populisme, voire du chauvinisme", a précisé le porte-parole.

Barroso, le "carburant de l'extrême droite"

Dimanche, Arnaud Montebourg avait accusé José-Manuel Barroso de favoriser la montée de l'extrême droite, après ses propos qualifiant la position française sur l'exception culturelle de "réactionnaire".

"M. Barroso est le carburant du Front national. Voilà la vérité", a déclaré Arnaud Montebourg dimanche 23 juin, sur la station de radio publique France Inter.

À l'autre bout de l'échiquier politique, Alain Juppé, ancien Premier ministre UMP, a lui aussi fustigé l'attitude de José-Manuel Barroso. "Le président de la Commission est totalement archaïque, il doit avoir une vision du monde qui doit dater des années 58", a affirmé M. Juppé à la télévision privée d'information en continu BFMTV.

Contrefaçon : Les gangs s'adaptent à la récession en Europe

Financial Times

"Les gangs criminels cherchent à faire le ménage alors que le marché noir gonfle en Europe", titre le Financial Times qui publie un reportage sur le commerce de la contrefaçon qui explose à travers l'Europe. Certains réseaux de crime organisé compte désormais des membres venus de plus de 60 pays. Ils se sont adaptés à la récession économique actuelle, élargissant leur gamme de marchandises des marques de luxe comme Gucci à des choses plus terre-à-terre comme les nettoyeurs ménagers, explique Rob Wainwright qui dirige la police européenne Europol. "

Industrie automobile : Des voitures encore moins polluantes en 2020

PressEurope die Welt

Le 24 juin, le Parlement européen, la Commission européenne et les 27 pays membres se sont mis d'accord sur "des limites plus strictes pour les émissions de CO2 par les voitures neuves", rapporte Die Welt. D'ici à 2020, les voitures devront désormais émettre en moyenne 95 grammes de dioxyde de carbone par kilomètre, ce qui représente une baisse de 27% par rapport à l'objectif de 130g/km fixé pour 2015. "Aucune autre zone économique du monde n'affiche d'objectif aussi ambitieux",

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr

26.02.2014